

GENES : L' ATTACTION DES JESUITES

Article du Combat Syndicaliste / Octobre - Novembre 2001

Le dernier congrès de l'AIT (Association Internationale des Travailleurs), en Décembre 2000 à Madrid a eu pour thème : "Contre le capitalisme mondial et ses conséquences : internationalisme prolétarien". Comme l'écrivait dans son éditorial de juin 2001 le journal "CNT", organe de la section espagnole de l'AIT : "Il n'est pas question pour les individus conscients et révolutionnaires de substituer le néo-libéralisme à un néo-keynesisme. Il s'agit au contraire d'éliminer les deux en parvenant à une organisation économique autogestionnaire, prolétarienne et internationaliste".

Le cataclysme politico-économique du 11 Septembre 2001 montre combien il est sensé de proposer une organisation économique à la base, qui utilise les richesses pour les besoins de tous et pas pour les privilèges de quelques uns. Les masses actuellement dépossédées, exploitées, affamées, demandent la justice sociale. Elles demandent la fin de la croissance des profits pour les uns et de la misère pour les autres. Elles demandent la fin du mode de développement imposé par le capitalisme. Sans cela, jamais nous n'arriverons à ce que cessent les haines et les guerres. En ce moment historique, il nous faut mettre l'accent sur certaines tactiques de la bourgeoisie. Retour sur les événements de Gênes.

LE CITOYEN DON CAMILLO

De nombreux mouvements catholiques ont ainsi sereinement adhéré au Genoa Social Forum (GSF), qui réunit presque tous les opposants au G8 (...) quelques prêtres iront avec les Tute Bianche affronter les forces de l'ordre (...) 'Je chercherai à pénétrer dans la zone rouge' a par exemple indiqué hier le prêtre napolitain Don Vitaliano Della Sala." ("Libération", 20 juillet 2001). Ces propos édifiants nous rappellent que, malgré l'extraordinaire appareil répressif déployé, les curés (250 congrégations religieuses étaient représentées chez les organisateurs) continuaient à appeler, à la veille de la mobilisation, à pénétrer dans la zone défendue par l'armée. Ils ne faisaient en cela que suivre les consignes d'Attac. L'état italien, qui savait donc à quoi s'attendre, a eu toute latitude pour préparer et piéger le terrain en sa faveur. Les états réunis à Gênes (il y a là même Bouteflika, qui vient de s'illustrer par de nouveaux massacres en Algérie) vont disposer d'une foule de contestataires et pouvoir les manipuler. Gênes est en état de siège. La circulation est interdite. L'eau est coupée. Des arrestations préventives ont lieu dans la mouvance autonome. La population est excédée. D'importantes grèves ont eu lieu auparavant dans cette ville. Il est temps pour le pouvoir de montrer sa force. De montrer sa force sauvage d'abord, en cognant les opposants. De montrer sa force dialectique ensuite en les diffamant. Son objectif est simple : réduire d'abord par la

force et soumettre ensuite les esprits. Pour cela rien de mieux que de provoquer la bataille sur le terrain choisi et de posséder des complices parmi les dirigeants même de l'opposition. Deux règles essentielles du Wargame qui se met en place, comme cela a déjà été écrit à propos du sommet de Nice. Ces leaders, qui disent tout et son contraire, qui appellent à envahir la zone rouge puis dénoncent les manifestants violents, qui sont ils ? Ils ne sont pas de nos amis ! Voilà Bové, entre deux poignées de mains à Pasqua et aux patrons du Roquefort. Voilà Cassen, journaliste du Monde diplomatique, président d'Attac, cette organisation en affaires avec Matra. Voilà Susan Geoges, vice-présidente d'Attac et auteur de l'ennuyeux "Rapport Lugano". Derrière eux, les seconds couteaux de la LCR, comme Aguitton. Ils n'aiment les encagoulés qu'affublés du titre de sous commandant, comme Marcos... Ou bien morts, comme Carlo Giuliani, subitement devenu si respectable : présenté au départ comme un "punk anarchiste" de la pire espèce, ce manifestant abattu le 20 juillet à Gênes, redevient en 48 heures chrono, face à l'indignation provoquée par son assassinat, un paisible étudiant en histoire membre d'Amnesty International. Quant aux autres...

"MILLE DELINQUANTS DU BLACK-BLOCK" (La Repubblica)

Vraiment, les pourfendeurs de l'horreur économique sont surprenants. Voilà qu'après avoir embrigadé Marcos-le-guérillero (il va adhérer à Attac), ils hurlent contre les lanceurs de pavés. Qu'après avoir saccagé un Mac Do (certes après négociation avec les Renseignements Généraux) (voir nos précédents numéros), ils n'aiment pas que l'on brûle des poubelles. Sans parler de ceux qui, comme Liepetz, alliés politiques d'Attac et Cie, réclament l'amnistie des "nationalistes" corses tout en dénonçant la violence des manifestants. Tous ces gens ont une approche bien sélective de la violence ! "Le GSF avait pris toutes les dispositions pour que ses composantes manifestent sans violence (...). La machination policière (...) est étayée par des témoignages personnels comme celui d'un ecclésiastique, publié dans la Repubblica du 22/01, ainsi que par les vidéos où l'on voit des éléments du Black-Block sortir des fourgons de carabiniers et deviser tranquillement avec eux". Ces quelques lignes, divinement inspirées, sont extraites du communiqué de presse du 26 juillet 2001 du "Bureau National d'Attac". Un joyau de jésuitisme : c'est Bernadette Soubirou dans une mise en scène de Sergio Leone ! Cet extrait tiré de trois pages du même tonneau mérite bien quelques commentaires. Attac et le GSF se dédouanent rapidement de leur appel initial à pénétrer dans la zone rouge. "Le GSF avait pris toutes les dispositions" écrivent-ils... Lesquelles ? Il est intéressant de savoir que Attac avait négocié avec la police, de l'aveu même de Bernard Cassen (Dépêche AFP, 23/07/01). Cette conduite de collaboration avec les forces de l'ordre, au mépris de la masse des manifestants, est une habitude. Mais visiblement, il y a eu débordement par la foule, qui n'avait rien négocié ; et le service d'ordre des organisateurs (souvent des "policiers de gauche" d'ailleurs) a reçu quelque baffes de manifestants en colère. Alors Attac et GSF tentent le coup double : 1° Bien que, comme on le sait, ils aient appelé à attaquer la zone interdite (tout en négociant on ne sait trop quoi), ce qui constitue quand même

l'amorce de la provocation nécessaire et la justification du déploiement de l'appareil militaire, ils évacuent la responsabilité politique des événements sur le Black-Block, c'est-à-dire, par extension, sur tous ceux qui n'ont pas obéi à leurs mots d'ordres stupides et contradictoires. 2° Ils dénoncent des "éléments" du Black-Block comme appartenant à la police, voire comme fascistes. Ce procédé, qui n'est pas sans rappeler les procès de Moscou, est destiné à jeter le discrédit sur tous leurs adversaires politiques, sur tous ceux qui sont susceptibles de déséquilibrer le rapport de force à l'intérieur du mouvement... Gonflé, lorsqu'on connaît l'apport des activistes du Black-Block à Seattle pour la promotion des contre-sommets ! Quels sont les témoins, ou plutôt les complices politiques, cités par Attac dans cette manœuvre ? Ils sont représentatifs du front qui s'apprête à aider le pouvoir à réprimer toutes les révoltes à venir : un ecclésiastique (comme par miracle le même, cité plus haut, le Don Vitaliano Della Sala, qui appelait à pénétrer dans la zone rouge !) et le journal de la petite bourgeoisie de gauche italienne "La Repubblica". La "preuve" sur laquelle Attac appuie ses diffamations est une bande vidéo, laquelle prouve simplement que les flics ont fait comme d'habitude, c'est-à-dire s'habiller en manifestants pour s'introduire dans les cortèges.

PORT DE CAGOULE RESERVE AUX CADRES SUPERIEURS

"Si l'on peut comprendre que, à Gênes comme à Göteborg, des policiers cernés par des manifestants déchaînés aient pris peur au point d'utiliser leurs armes"... Celui qui a lu cette phrase dans l'éditorial du "Monde" du 22-23 Juillet comprend immédiatement la position de la bourgeoisie occidentale adepte de Bové, Marcos, Attac et consorts. La bourgeoisie n'admet que ses propres violences. Elle nous déclare, au travers de ses organisations, au travers de ses médias, ce qu'elle admet et ce qu'elle n'admettra pas. Comme d'habitude, la bourgeoisie, progressiste ou pas, n'admet la violence, ou son simulacre, que si elle émane de ses propres rangs. Et ce qui semblait hier encore flou devient plus limpide. "Des témoignages existent en effet de la complicité des autorités avec les groupes provocateurs du Black-Block qui ont ravagé certaines parties de la capitale ligure". Ces propos sont de Susan George dans "Le Monde Diplomatique" (août 2001). Là encore, "les témoignages" se réduisent à celui de notre Don Camillo, pardon Don Vitaliano. à croire qu'il n'y a pas d'autre curé dans toute l'Italie ! Ces écrits puent la haine. On sent planer l'ombre des Noske et des Azaña, de tous ces "hommes de gauche" qui ont traversé le XXème siècle en fusillant des ouvriers... Des "voyous déguisés en protestataires" titre le "Wall Street Journal". Presse de droite et presse de gauche adoptent la même ligne éditoriale, se donnent la main contre l'ennemi commun : le révolté. Cela ressemble à la phrase des "républicains" espagnols concernant les anarchistes et révolutionnaires de 1936 : "Des voyous avec la carte de la CNT".

La logique est identique, la bourgeoisie fait son tri : d'un côté les opposants respectables, de l'autre les délinquants. Un bon nombre de groupes anarchistes français, comme les Vignoles, AL, la FA, à la recherche d'encarts publicitaires dans les

médias bourgeois, cèdent à cette pression. Ils sont en quête de quelques miettes de représentativité, de crédibilité, de cette audience virtuelle que seule peut leur octroyer la soumission aux dirigeants politiques de la nouvelle gauche. C'est comme cela que s'interprètent leurs appels communs à manifester avec Attac à Paris et à Lyon. Alors que les positions d'Attac sont connues, la propension demeure pour eux, même après Gênes, à participer aux actions de ces organisations qui diffament et encouragent l'état à réprimer. Pour finir, une perle parmi tant d'autres : "La police italienne a été d'un incroyable complaisance avec les extrémistes". C'est signé : Oncle Bernard, pseudo de B. Marie, dirigeant d'Attac, dans "Charlie Hebdo" n°475, 25/07/2001. Les amis de Carlo Giuliani apprécieront.

POURQUOI CETTE COMEDIE ?

Le monde n'a pas fini d'être traversé de révoltes comme en Corée, en Indonésie, en Algérie, en Bolivie. Insidieusement, au sein même du mouvement anti-mondialisation (si bien relayé internationalement par les médias), se constitue ainsi la classique première ligne de défense du système capitaliste. Les gens raisonnables arrivent, avec, qui leurs gros sabots, qui leurs soutanes, pour nous expliquer ce qu'il faut faire et ce qu'il ne faut pas faire. Point important pour nous, c'est en France, avec Attac, avec les trotskistes de la LCR et autour du "Monde Diplomatique", que s'est constitué l'un des noyaux durs de cette réaction. Proche des sphères gouvernementales et financières, soutenu par les élites intellectuelles et artistiques, ce noyau a pu occuper le terrain de la contestation pour mieux le miner. C'était l'enjeu de la mobilisation ratée de Millau. Depuis plus de deux ans, nous dénonçons cette manœuvre d'envergure internationale. Nous sommes encore trop peu nombreux à le faire. Car entendons nous bien : la démarche des dirigeants d'Attac et Cie est de plus en plus claire. La voici : tous ceux et celles qui se révoltent et se rebellent, qui marchent sans compromis pour la justice sociale, sans obéir à la nouvelle gauche, en dehors de la voie électoraliste et parlementaire, tous ceux-là sont diffamés comme flics, fascistes ou voyous... Donc il faut que l'état ne soit plus "complaisant", qu'il fasse son œuvre de bourreau contre eux. Nous ne pouvons pas cautionner par des appels unitaires ceux qui avancent un tel raisonnement. Pour notre part, nous ne pouvons que nous ranger derrière les non-respectables, les non-crédibles, les exploités, les diffamés et les réprimés. Même si, comme c'est le cas dans ces histoires de contre-sommet, nous ne partageons ni leur approche instinctive et spontanée, ni leur mode d'intervention dans des situations qui ne sont que des pièges tactiques et politiques créés par des leaders dont nous dénonçons ici la duplicité. En ce qui concerne le mouvement anarchiste, libertaire ou anarcho-syndicaliste, il est clair que la ligne de référence passe également par là. Il n'est plus acceptable de voir certains groupes continuer à se faire les complices d'organisations comme Attac, qui, comme on l'a vu dans les citations ci-dessus, appellent à plus de répression et préparent le terrain pour les prochains massacres de l'Etat.

P.P.

l'action d'un discours anti-démocratique. En effet, au prétexte (souvent faux) de l'assentiment électoral majoritaire d'un discours, celui-ci est appliqué. Tant pis si cette majorité n'est pas celle de la population et si l'application contrevient au principe d'égalité. A plusieurs reprises, le suffrage universel et le parlementarisme ont plébiscité des gouvernements dictatoriaux. La démocratie est fondamentalement l'égalité, ce principe s'oppose et combat tout les systèmes d'exploitations, de dominations, d'abandons de souveraineté, délégations de pouvoir, etc. L'économie capitaliste et le parlementarisme (comme d'autre mode politique et économique) ne sont pas démocratiques mais synarchiques. Tout recours à ces ordres maintient l'illusion et l'impasse du projet démocratique. Ce projet ne peut être construit que par la lutte contre les tenants des oligarchies. Ces dernières ne seraient être consultés, ni autorisés à légiférer ce qui revient à reprendre le vieux slogan pas de démocratie pour les anti-démocrates.

Pour terminer, je renvoie au texte « *Keynésianisme, social-démocratie : l'impasse ?* » *Anarchosyndicalisme !* mars-avril 2011 et au « Cahier de l'anarchosyndicalisme » n°46 (consultable sur le site de Caen ou commander à CNT-AIT CAEN 2 euros).

Jean Picard Caen le 16/06/20211.

-1.- Le samedi 21 Mai, manifestation anti-G8 au Havre (76). Les organisateurs attendaient entre 40 à 45 mille personnes, puis 10 à 12 mille et ce fut à peine 5 mille qui déambuleront dans la cité. La CNT-AIT n'a pas défilé mais tenu une table de presse, beaucoup de passage et de discussions. Reste posée la question pourquoi ça mobilise peut ?

s'agit de domestiquer la plus-value financiarisée et spéculative pour la rendre accumulative. Ce qui revient à ne pas détruire le système capitaliste dans ses modes et rapports qui organisent le sociétal (idéologie, éthique, politique, économique, classes sociales...). Les centristes, la gauche modérée, les néo-communistes, les alters-mondialistes, l'extrême-gauche ne sont que des sociaux-démocrates qui appliquent le principe de l'alliance capital/travail. Ils prétendent inverser du capital vers le travail le ratio de valeur ajouté. Leurs divergences portent sur le niveau d'exploitation et les alliances d'une politique redistributive, pour maintenir une plus-value acceptable par le système. Nous voyons bien qu'il ne s'agit pas d'anticapitalisme, qui lui attaque sur le fond : pas de plus-value, réciprocité des valeurs d'usage et d'échange, égalité de la valeur de la force de travail, économie pour le bien commun, propriété sociale des entités économiques primordiales. Si nous ne voulons pas de rapports d'exploitation, ni d'oppression, nous devons abattre le capitalisme. La participation aux instances de concertation nationale ou internationale, c'est la démocratie des niais (discuter avec ceux qui nous oppriment).

Durant la soirée, un adhérent de la CNT fit une intervention critique sur le concept démocratique de nos anti-G8. Selon eux, le défaut de ce système politique est que tous ne sont pas consultés ou ne participent pas à la gestion de la société. Ce citoyennisme, leitmotiv de la soirée agace notre anarcho ; il rappela que patrons, capitalistes, bourgeois, banquiers... sont aussi des citoyens, et des plus actifs, et pourvus en moyens pour pratiquer l'exploitation. Il se trouve que ces gens représentent une fraction non négligeable de l'électorat. Vu les contradictions consécutives aux classes sociales, la sociologie électorale, les diverses idéologies, les intérêts antagoniques des uns et des autres, l'abstentionnisme, la démagogie des partis, les corporatismes... le parlementarisme électoral, clé de voûte de ce citoyennisme, aboutit au contrôle par la bourgeoisie des entités législatives, exécutives, administratives... Le système politique basé sur l'État démocratique et son régime parlementaire est un mensonge, car c'est le système des sociétés inégalitaires. De fait, les intérêts de classe sont antagoniques, les capitalistes sont cupides et pratiquent la rapine et les élus sont complices. Parlemer avec eux pour moraliser ce système qui ne peut l'être, est une ineptie. Les ordres idéologique, politique, économique sont liés, chacun corrobore l'autre et structure cette société. Toute structure développe sa rationalité organisatrice, la compatibilité endo et exo, par syncrétisme, construit un tout. Il n'y a pas de neutralité en la matière : tout choix agence. Si la démocratie c'est le peuple souverain, la version actuelle de la participation de tous aux choses publiques induit le citoyen. Pour que chacun jouisse de ce statut, il faut l'égalité des droits et devoirs, la démocratie et donc une république de citoyens égaux. Telle n'est pas la société actuelle. La participation citoyenne aux diverses instances politiques est un leurre car elle pérennise un monde inégalitaire. En fait, il s'agit de collaborer avec l'oppresser ou d'obtenir quelques privilèges. Reste pour justifier cela à réduire la démocratie à la liberté et pluralité d'opinions. Dans ce cas, nos citoyennistes ne devraient ni interdire, bannir, réprimer aucune opinion, ni groupe idéologique, or telle n'est pas la réalité. Si la liberté d'opinion est inaliénable en démocratie ; en faire l'axiome peut produire un paradoxe :

Adresse aux Etudiants Contre la pseudo-contestation en général Et l'altermondialisme en particulier

Ce texte a été distribué à l'Université de Toulouse-le-Mirail à l'occasion d'une "journée" altermondialiste...

À propos du contexte social actuel, nous ne pouvons aujourd'hui que faire le constat suivant : la contestation sociale dans les secteurs publics et privés n'est qu'une pseudo-contestation, elle est complètement illusoire, dépourvue de réelles perspectives. Le travail mené par l'ensemble des syndicats ces derniers mois ne peut se solder que par le renforcement du pouvoir en place. Il en sera toujours ainsi, cela de manière accrue, tant qu'une prise de conscience radicale de la situation n'aura émergé chez tous ceux pour qui l'humiliation est quotidienne. Le rôle des syndicats ne consiste depuis longtemps qu'à faciliter la tâche du gouvernement et du patronat en jugulant la puissance de contestation dans des instances bureaucratiques et en ne visant jamais plus loin que la tenue de négociations sur la question des salaires ou du temps de travail. Il en va de même aujourd'hui dans notre université : l'expression du mécontentement social n'y est depuis bien longtemps que mascarade. Les grèves et prétendues Assemblées Générales de ces dernières années n'ont jamais été le moment et le lieu d'une authentique prise de conscience qui serait suscitée par l'émergence de nouvelles perspectives dans l'environnement social. Aujourd'hui ce constat s'aggrave : la parade des étudiants contestataires tourne en rond et n'avance même plus sur le chemin qu'il lui avait été pourtant si facile de tracer. Contre tout cela, la solution ne peut venir que de la grève sauvage, sans négociations ! Le salon de l'"altermondialisme", organisé le 12 Avril à l'UTM (Université de Toulouse le Mirail) avec la complicité du cinéma Utopia (dont les patrons, au passage, ont tout à gagner dans une telle opération publicitaire d'envergure) est, dans ce cadre, particulièrement révélateur. La gazette Utopia avait ainsi annoncé une journée de "sensibilisation des universitaires et autres sur les expériences locales qui allient utilité sociale, développement économique et respect de l'environnement". À l'heure où le mouvement étudiant se révèle comme étant toujours incapable de donner une impulsion contestataire qui chercherait à coller à l'actualité sociale avec une quelconque radicalité, la pseudo-contestation a débarqué une nouvelle fois à l'université et, ce faisant, plonge plus profondément encore l'étudiant dans l'illusion mystique selon laquelle il participerait en acteur conscient à l'édification d'un futur meilleur. Il s'agit bien ici d'une illusion : la perspective d'un tel futur n'est forgée que de manière passive par un étudiant qui gobe bouche bée, en consommateur de la contestation, un discours qui reste totalement coupé de la réalité historique, individuelle et sociale. Sur ce chemin, plutôt que de prendre en main véritablement la situation actuelle, dont il est la base en tant qu'individu, et les directions dans lesquelles elle s'engage, l'étudiant n'exerce qu'une contestation déguisée, fausse, qu'il décore de prestiges illusoire. Il ne produit, en fait

de contestation, qu'idéologie conforme ; bien loin d'exercer une réelle prise sur le monde social qui l'entoure, par l'expression et la réalisation d'une prise de conscience radicale, l'étudiant n'est ainsi jamais réduit qu'au rôle provisoire qui, dans la passivité générale, le prépare au rôle définitif qu'il assumera, en élément positif et conservateur, dans le fonctionnement du système marchand.

L'étudiant se voile la face, et il se croit d'autant plus libre que toute les chaînes de l'autorité le lient. Comme sa nouvelle famille, l'Université, il se prend pour l'être social le plus "autonome" alors qu'il relève directement et conjointement des deux systèmes les plus puissants de l'autorité sociale : la famille et l'Etat. Il est leur enfant rangé et reconnaissant, aujourd'hui plus que jamais. Il participe à toutes les valeurs et mystifications du système, et les concentre en lui. Ce qui était illusions imposées aux employés devient idéologie intériorisée et véhiculée par la masse de ceux dont l'avenir de petits cadres n'est même plus assuré. Le mouvement étudiant doit aujourd'hui s'émanciper radicalement de l'idéologie dominante qu'on lui sert en quantité et qu'il consomme avidement ; nous devons en premier lieu ruiner définitivement le joug des syndicats réformistes et bureaucrates qui ne défendent pas d'autre cause que celle des patrons exploiters, et refuser en bloc de participer aux petites joies "bio" et "équitables" d'une pseudo-contestation "altermondialiste" qui, aujourd'hui comme toujours, ne défend pas d'autre cause que celle de la marchandise, celle d'un produit de consommation qui n'a lui-même de sens que dans le monde du règne économique-politique.

C'est bien ce règne et rien d'autre qu'il convient aujourd'hui de critiquer de manière radicale et unitaire ; cette tâche s'impose avec une nécessité toujours plus impérieuse. Telle est la condition sine qua non d'une authentique et radicale action politique et sociale.

Nous ne pourrions donc jamais raisonnablement penser que la condition d'une telle action (dont le but serait de ramener la sphère prétendument autonome des lois économique-politiques du marché sur ce qui seule en constitue la base - la société et l'action en elle des individus vivant réels) réside dans la consommation "révolutionnaire", garantie par label, de produits qui ne servent que l'intention du marché. Une telle forme de contestation n'a en effet pour résultat que l'assujettissement toujours croissant de l'individu à un système dont il est lui-même le produit pré-conforme. L'étudiant qui aujourd'hui cherche à faire réellement changer l'état de choses ne peut plus se contenter de consommer du regard le spectacle de la pseudo-contestation.

CNT-AIT

LE SOUTIEN CRITIQUE DU CAPITALISME

Vendredi 13 mai, université de Caen, réunion-débat publique à propos du Contre-sommet du G8. Trente personnes et grosse déception des organisateurs, après la faible mobilisation du Premier Mai et les divers rassemblements catégoriels dégarnis, c'est la morosité parmi les promoteurs de ce genre d'activité*1. Après quelques hésitations et la projection d'un film qui débute par la critique des G20 : tout le monde est concerné, mais n'est pas à la table des débats ; c'est donc un déni démocratique suivant l'intervenant. Encore un qui croit que la tare du capitalisme c'est que tous ne participent pas ; bref un capitalisme démocratique serait vachement chouette et il n'y aurait plus de misère ni d'exploitation... Suzanne George tête pensante de l'altermondialisme propose la socialisation des banques, mais on croit comprendre nationalisation, la confusion est-elle volontaire ou par ignorance ? Ce n'est pas l'accumulation, la double sphère de circulation du capital, l'extraction de la plus-value, qui constituent le problème mais l'excès financier et bancaire. Bref pas d'explications ni de remise en cause fondamentale du capitalisme, car le but est sa moralisation.

On comprend que l'anti-capitalisme de certains consiste en un contrôle étatique de quelques instruments de ce mode économique, pour réduire les effets négatifs de son côté libéral financier. On croit ainsi combattre l'exploitation, mais c'est une illusion. Parce que l'étatisation de quelques entités économiques n'abolit pas l'exploitation propre à ces entités, et pérennise celle du capitalisme classique (propriété privée). Cette gauche anticapitaliste se veut Marxiste mais oublie ou ignore sa vulgate. C'est dans la sphère productive que le capital extrait la plus-value, cette dernière devient spéculative dans le circuit financier. Supprimer ou réguler ce circuit n'empêche pas l'exploitation ; car la plus-value se maintient et crée ou recrée les rapports appropriés du capitalisme ainsi que la rationalisation économique qui en découle (pourtant si décrié par nos anticapitalistes). Proudhon déclara que : « *la propriété, c'est le vol* » au sens que la propriété de structures économiques (le capital) permet l'extraction de la plus-value. Plusieurs cadres de propriété économique ont été utilisés : individuelle (le patron), collective (actionnaires, sociétaires), étatique (intégrale ou noyau dur ou minoritaire) ; ainsi que plusieurs types de concentration : manufacture, industrielle, oligopole, monopole ; plusieurs mode de gestion : entrepreneuriale, technocratique, bureaucratique ; plusieurs façons de produire : combinat, conglomérat, toyotisme, fordisme ; plusieurs styles de propriété sociale : en nom propre, SARL, SA, Holding, commandite ; plusieurs choix de régulation : le marché, la planification étatique, partenariat, co-gestion, marchand non marchand, public privée, protectionnisme, libre-échange. Cette liste peut être étendue mais ces quelques exemples ne sont que les variantes d'une même logique. Une grande partie des travailleurs ne récupère qu'une fraction de la valeur qu'elle a produite. Une quotité de cette valeur sert la rente des privilégiés ou les besoins du capital dans toutes ses formes. La production en son mode détermine le rapport, en se sens l'économie capitaliste extrait la plus-value par des rapports d'exploitation et d'oppression. Le contrôle étatique ou « citoyen » des banques c'est le socialisme des imbéciles, car il